

12 SEP. 2024

**Arrêté préfectoral complémentaire du
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière située aux lieux-dits
« le Rivet », « Combe du Rivet », « Puech Grand » et « le Mazot » sur le territoire de la
commune de Montredon-Labessonnié**

Le secrétaire général de l'administration de l'État dans le département du Tarn,

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.511-1, L.512-20 et L.514-8 ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du 16 juillet 2024 mettant fin à compter du 22 juillet 2024 aux fonctions de préfet du Tarn exercées par M. Michel VILBOIS ;
- Vu le décret du 7 juin 2023 portant nomination de M. Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu le décret du président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de CASTRES ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 2000 autorisant la S.A. BESSAC TPC à exploiter la carrière sise aux lieux-dits « le Rivet », « Combe du Rivet », « Puech Grand » et « le Mazot » sur le territoire de la commune de Montredon-Labessonnié ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2014 relatif à la procédure de mesures d'urgence pour évaluer le potentiel amiantifère de la carrière ;
- Vu l'instruction ministérielle du 30 juillet 2014 relative à l'amiante naturel en carrières ;
- Vu l'instruction ministérielle du 22 juillet 2015 relative à l'amiante naturel en carrières ;
- Vu le rapport final référencé EX/14.146 du 3 septembre 2015 du Laboratoire Matériaux et Durabilité des Constructions (LMDC) de Toulouse relatif au plan de repérage ;
- Vu le rapport référencé RP-65685-FR de mars 2016 du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) ;
- Vu le rapport du 04 novembre 2019 du laboratoire Granulab relatif au suivi du plan de repérage ;
- Vu les rapports de mesure des niveaux d'empoussièrement en fibres d'amiante réalisés par l'APAVE pendant la période 2015 à 2022, au titre de l'environnement et de l'exposition professionnelle ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 19 août 2024 ;

Considérant que le BRGM recommande de considérer le gisement de cette carrière comme non amiantifère ;

Considérant que le BRGM propose l'arrêt définitif des actions engagées au terme de la procédure administrative en cours ;

Considérant que le suivi du plan de repérage par le laboratoire Granulab a confirmé l'absence de potentiel amiantifère

Considérant que la procédure administrative est finalisée au sens des dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2014 relatif à la procédure de mesures d'urgence pour évaluer le potentiel amiantifère de cette carrière ;

Considérant que l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2014 relatif à la procédure de mesures d'urgence pour évaluer le potentiel amiantifère de cette carrière est devenu caduc ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

Arrête

Article 1 : Levé de doute

Comme suite aux conclusions des différents rapports susvisés relatifs à la recherche d'amiante pour cette carrière exploitée par la société S.A. BESSAC TPC, dont le siège social est situé le Rivet – 81120 Réalmont, son gisement n'abrite pas de potentiel amiantifère.

Article 2 : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 03 octobre 2014 relatif à la procédure de mesures d'urgence pour évaluer le potentiel amiantifère est abrogé.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Montredon-Labessonnié en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Montredon-Labessonnié dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Montredon-Labessonnié sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société S.A. BESSAC TPC.

Fait à Albi, le **12 SEP. 2024**

**Pour le secrétaire général, par délégation,
le sous-préfet de Castres,**



Laurent GANDRA-MORENO